



**CLINIQUE INTERDISCIPLINAIRE
EN DROIT SOCIAL DE L'OUTAOUAIS**



RECHERCHE-ACTION SUR LE FUTUR DU QUARTIER DE HULL

le point de vue des personnes utilisatrices
des services communautaires à Gatineau

Projet de recherche mené et rédigé par Erika Demers

1. LE PORTRAIT SOCIAL ET POLITIQUE DE L'OUTAOUAIS

en matière d'itinérance, de judiciarisation et de politiques municipales

Le Vieux-Hull constitue traditionnellement un quartier où se retrouvent à la fois les services destinés aux **personnes les plus marginalisés** de la Ville de Gatineau et une **importante présence policière** (Nault et al., 2016). Cette combinaison de facteurs exacerbe le nombre de contacts entre les populations plus précarisées du centre-ville et la police, augmentant les risques de **profilage social** dans ce milieu. La présence policière étant corolaire de la criminalisation et de la judiciarisation, la recherche démontre que **70%** des amendes émises auprès des personnes en situation d'itinérance à Gatineau entre 2005 et 2010 auraient mené à leur incarcération, du fait de leur incapacité à les payer (Chesnay, Bellot et Sylvestre, 2014). Le Centre de détention de Hull détenant le **record d'incarcération pour non-paiement d'amende** au Québec, près de 204 personnes dans cette situation y auraient été incarcérées en cinq ans (Idem). Une autre étude rapporte que certaines personnes en situation d'itinérance éviteraient de fréquenter les organismes communautaires du quartier ou les hôpitaux de la Ville, pourtant **nécessaires à leurs besoins essentiels et leur survie**, par crainte de se faire intercepter (Nault et al., 2016). Enfin, du fait de son caractère local, le quartier du Vieux-Hull est **propice au profilage** des personnes les plus marginalisées qui sont connues et facilement identifiables (Idem).

Malgré cette réalité, en janvier 2023, la Ville de Gatineau a **pris la décision à huis clos** d'installer le quartier général du Service de police de Gatineau (SPVG) sur le site de l'aréna Robert-Guertin, qui constitue un **lieu névralgique** pour nombreux citoyens du quartier. En effet, ce site se trouve à quelques mètres du **seul refuge d'urgence** en itinérance de la Ville, le Gîte Ami, et est également situé tout près de plusieurs autres services communautaires dans le quartier, dont la Soupe populaire de Hull et le site de prévention des surdoses (SPS). En 2016, la Ville avait pourtant annoncé qu'advenant la démolition de l'aréna, une **consultation publique** serait menée pour déterminer le futur de ce site. Non-seulement une telle **consultation n'a pas eu lieu**, mais la population n'a été ni informée, ni directement interpellée. Le contexte d'urgence invoqué par la Ville pour expliquer l'absence de consultation est **difficile à croire** dans la mesure où l'état de l'aréna est connu depuis plusieurs années.



Devant ce constat, plusieurs organisations locales se sont regroupées afin de **se faire entendre** et d'exiger que les citoyens et citoyennes du quartier soient entendus. Cette **mobilisation** a mené au Forum Guertin : bâtir un quartier généreux, lequel se voulait être une journée d'information et de discussion visant à réfléchir aux impacts potentiels qu'auraient cette décision sur le quartier, ainsi qu'aux possibilités de **projets collectifs** pour ce site.

Plusieurs constats ont pu être tirés de cet évènement ayant rassemblé une centaine de personnes et de panélistes. Plusieurs personnes ont soulevé le quartier général du SPVG comme **mesure d'embourgeoisement** du quartier du Vieux-Hull et d'en faire partir les populations les plus **précarisées**. Les intérêts liés au rebranding du quartier constituent d'ailleurs un phénomène qui contribue au **profilage social**, puisqu'ils participent à contenir et restreindre physiquement et socialement les personnes marginalisées (Nault et al., 2016). Cette décision de la Ville pourrait **accentuer les risques de judiciarisation** et inciter les personnes profilées à éviter encore davantage les ressources communautaires situées à proximité du site Robert-Guertin et **dédiées à leur survie** (Chesnay, Bellot et Sylvestre, 2014). Le site Robert-Guertin étant un lieu où se sont créés des **liens de solidarité, d'entraide et de communauté**, l'implantation du quartier général du SPVG pourrait constituer une **menace importante** à la géographie de survie des personnes en situation d'itinérance de la région, alors que le phénomène de l'itinérance ne cesse de prendre de l'ampleur en Outaouais (CRIO, 2023).

Bien que la Ville ait pour le moment reculé, le site Robert-Guertin comme lieu pour le quartier général du SPVG constitue toujours une possibilité sur la table. Du fait du **mécontentement** des citoyens et citoyennes de plusieurs autres quartiers de voir s'installer ce type de service dans leur milieu, un processus de **consultation publique** a été initié par la Ville. En dépit de cet effort de la Ville de considérer l'acceptabilité sociale, les voix et les intérêts des personnes principalement visées par ces discussions dans le quartier du Vieux-Hull demeurent souvent peu entendus et mis de l'avant. C'est pourquoi, l'idée de mettre sur pied un **projet de recherche-action** s'est avérée pertinente afin que soient mieux comprises les réalités des personnes les plus touchées par les enjeux de profilage et d'itinérance qui découleraient de **l'implantation du quartier général du SPVG** dans le quartier du Vieux-Hull.

En plus de séances d'info-discussion organisées par la Clinique en droit social de l'Outaouais (CIDSO) dans le cadre de ses activités à la Soupe populaire de Hull à l'hiver 2023, une activité de **recherche participative** a permis de mettre au jour et de légitimer les besoins et expériences des personnes concernées. Par cette recherche-action ayant eu lieu le 30 mars 2023 et préparée de manière interactive à l'aide de tables d'activité, la Clinique espérait offrir aux personnes les plus marginalisées du quartier tous les **outils nécessaires** pour qu'elles puissent mieux comprendre la situation débattue, en faire leur propre analyse et se **mobiliser**.

2. LA MÉTHODOLOGIE

2.1 La recherche-action et le processus cartographique comme outils de transformation sociale

La **recherche-action** est une méthode de recherche utilisée de manière à entamer un processus de **transformation sociale** par et pour les personnes visées. Afin d'améliorer un enjeu à caractère social, ce modèle de recherche vise à cerner les besoins de la communauté en l'engageant dans toutes les étapes du processus (Morrisette, 2013). Les **stratégies participatives mobilisées** dans le cadre de la recherche-action ont comme bénéfices de donner du sens à l'action communautaire en y mettant notamment à profit les capacités d'agir des personnes, leurs perspectives sur l'enjeu étudié et leur potentiel à prendre part aux décisions et solutions qui auront des **répercussions** sur elles-mêmes et leur communauté (Amsden & VanWynsberghe, 2005). Elles sont également des outils significatifs de **persuasion** auprès des autorités publique afin d'appuyer des **revendications** sur des besoins réels et des **intérêts légitimes** (Sauvé & Provencher, 2019).

C'est dans cet esprit méthodologique promouvant l'**inclusion sociale** que l'idée de mettre sur pied une recherche-action s'est développée en regard aux débats entourant le quartier général de police sur le site Robert-Guertin. Dans un contexte où des enjeux territoriaux sont en jeu dans un lieu particulièrement **névralgique** du quartier du Vieux-Hull, il est pertinent de réfléchir le quartier à l'aide d'une carte de celui-ci dont la conception repose notamment sur des dynamiques de pouvoir ancrées dans l'espace (Cook & Corbett, 2019). L'idée de mettre en œuvre un « **arbre des rêves** », intégrant à la fois un processus de **cartographie**, a alors émergé pour mobiliser les personnes les plus touchées par l'espace qu'occuperait le quartier général de police en ces lieux.

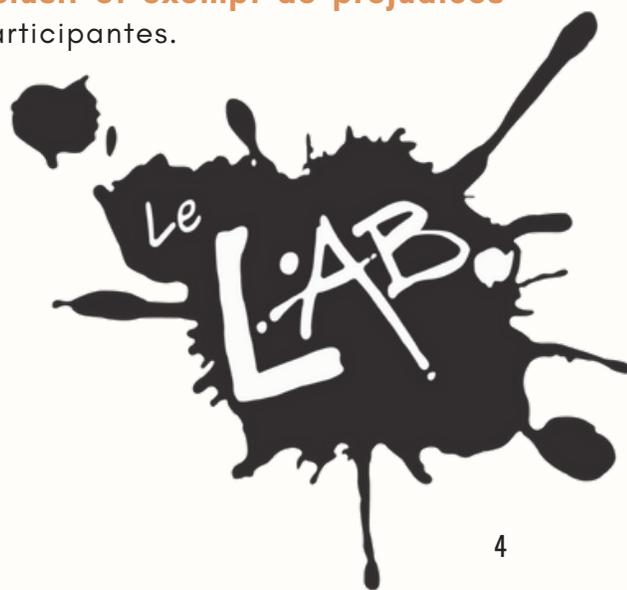
Inspirée d'un atelier présenté dans Mapped! A youth community mapping toolkit for Vancouver (Ragan et al., 2009), l'activité de création de « l'arbre des rêves » avait pour but de créer un **arbre des espoirs** qu'ont les personnes utilisatrices des services communautaires du quartier du Vieux-Hull et notamment le site Robert-Guertin. Les objectifs et buts de la séance étaient d'abord d'informer la communauté sur les récents développements concernant le site Robert-Guertin, notamment le quartier général du SPVG. Ensuite, par le biais de la création de l'arbre, les participants et participantes étaient amenés à se **questionner** sur ce qu'est et ce que devrait être le quartier : les services qui devraient s'y trouver, sa configuration actuelle et leur expérience et vécu dans certains secteurs de la ville. À la suite de la conception de l'arbre, un autre objectif de l'activité était d'amener les personnes participantes à proposer des **pistes de mobilisation** et de solution pour faire entendre leurs voix, opinions et expériences, aux instances d'intérêts.

Peu utilisée dans le domaine de la recherche sociale (Cook & Corbett, 2019), la cartographie de la ville est une **stratégie de recherche participative** qui permet de mettre au jour les **aspirations** des personnes participantes quant à leur **communauté idéale** et les atouts de celle-ci à l'heure actuelle. Il s'agit donc de dépasser la simple documentation des situations problématiques ou déficientes (Ragan et al., 2009). Les cartes sont traditionnellement utilisées comme **outils de pouvoir** pour représenter et contrôler certains intérêts via l'espace. L'utilisation de cartes dans le processus de recherche **stimule et supporte** une meilleure narration des réalités enracinées dans l'espace, mais très souvent invisibles à la majorité des membres d'une communauté (Cook & Corbett, 2019), et permet à des opinions et expériences peu connues et entendues d'être **reconnues et valorisées** (Martini, 2021). La cartographie de la ville peut donc constituer pour les personnes marginalisées un moyen de **réappropriation de pouvoir** et des enjeux d'exclusion sociale (Cook & Corbett, 2019 ; Martini, 2021). Permettant alors de créer des ponts et de partager des visions différentes de l'environnement spatial d'un quartier, les cartes sont, dans ce contexte, des moyens utiles tant à l'intégration de certains groupes de personnes qu'à la reconnaissance de leurs réalités dans l'objectif d'une **meilleure justice sociale** (Idem).

2.2 La méthode de collecte de données et mise en place de la recherche-action

Deux principes ont été réfléchis préalablement et de manière sous-jacente à la mise en œuvre de l'activité : **la confiance et l'inclusivité**. Il était tout d'abord important de mobiliser cette recherche dans un environnement qui amènerait les personnes participantes à se sentir en **confiance, libres d'exprimer leurs opinions et motivées à prendre part à l'activité**. Ainsi, le lieu du LAB a été choisi pour mener la recherche-action, puisqu'il se voulait un lieu **inclusif et exempt de préjudices** potentiels sur les conditions de vie des personnes participantes.

Le LAB est en effet un **espace de création** ayant pour mission la promotion de la **mixité sociale** et de **l'expression artistique**. Étant coordonné par le Centre d'intervention et de prévention en toxicomanie de l'Outaouais (CIPTO), le LAB se veut également un lieu promouvant la **reprise de pouvoir** des personnes vivant des situations d'exclusion sociale, d'itinérance ainsi que des enjeux liés à la consommation, et ce, via **l'intégration communautaire** et l'accès à l'art comme principal outil. Certaines personnes participantes à la



recherche ont ainsi été recrutés au sein même de ce milieu. Également, d'autres participants et participantes ont été recrutés auprès du refuge d'urgence et de la soupe populaire du quartier, soit le **Gîte Ami** et la **Soupe populaire de Hull**. L'activité de recherche-action a permis de rassembler 12 personnes utilisatrices des **milieux communautaires** ainsi que 8 intervenants œuvrant dans ces milieux, dont une proportion égale d'hommes et de femmes. Environ 25% des personnes présentes étaient **racialisées** et leur apport a mis au jour leur expérience particulière du quartier, notamment en ce qui a trait aux **interpellations policières**.

Dans le but de **faciliter le recrutement** des personnes utilisant ces ressources, un transport de navette a d'ailleurs été mis à leur disposition de manière que tous puissent accéder à l'activité. L'activité a également été publicisée par la **CIDSO** à l'aide d'**affiches et de tracts** qui ont été partagées dans les milieux communautaires du quartier la semaine précédant l'évènement. Des collations et boissons chaudes étaient à la disposition des personnes participantes lors de l'activité.

L'information sur la recherche et sur la nature de la participation a été transmise lors du recrutement, puis au début d'activité. Le **consentement** a été obtenu verbalement conformément au **certificat d'éthique**. Les personnes ne souhaitant pas participer à la recherche ont pu participer à l'activité sans que des données ne soient collectées.



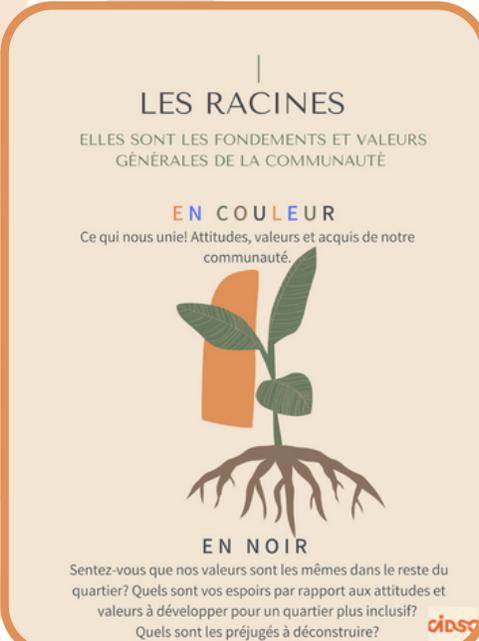
Pour les fins de l'activité, trois groupes de personnes participantes ont été formés. Chaque groupe était jumelé à au moins un intervenant ou intervenante ayant une **formation en travail social** en tant qu'animateur ou animatrice de l'activité. Également, une personne issue d'une autre discipline agissant comme accompagnatrice était présente pour **soutenir l'animation** et prendre des notes.

2.3 Déroulement de l'activité

Afin que toutes les personnes puissent détenir toutes les informations nécessaires pour **consentir** à participer à l'activité, il était important d'**expliquer** les implications de la recherche et dans quel contexte elle s'inscrivait – soit dans un contexte **politique et social** où de nombreux débats subsistent concernant le quartier général de la police. En explicitant les étapes de l'activité, il a également été possible de bien faire comprendre ses objectifs et d'encourager la collaboration.

Une brève **présentation informative** a d'abord été donnée aux personnes participantes au sujet du site Robert-Guertin : le fait qu'un quartier général du SPVG était considéré pour ce site, mais qu'aucune décision n'avait été officiellement prise ; les positions des élu·es sur le sujet ; les intérêts et opinions partagés lors de la consultation citoyenne organisée lors du Forum Guertin ; la possibilité d'imaginer d'autres projets pour le site. Cette présentation a permis d'**amorcer la discussion** et **les réflexions** quant à la présence policière dans le quartier.

Ensuite, les personnes participantes ont **contribuées** à l'arbre des rêves via trois tables d'activités contribuant à construire les racines, le tronc, puis le feuillage de l'arbre. L'arbre se voulant une représentation de la communauté de rêve des participants et participantes, leur contribution à chacune des tables permettait de connaître leur aspiration pour leur quartier en termes tant de services que de valeurs à adopter (Ragan et al., 2009). Vingt minutes était allouées par équipe et par table, de manière à permettre aux participants et participantes de contribuer à la réflexion. Cet exercice souhaitait cerner les éléments du quartier qui ont une signification particulière pour la communauté et connaître les espoirs entretenus par les personnes participantes quant à leur communauté et leur vision d'un futur idéal pour le quartier.



LES RACINES

ELLES SONT LES FONDEMENTS ET VALEURS GÉNÉRALES DE LA COMMUNAUTÉ

EN COULEUR

Ce qui nous unie! Attitudes, valeurs et acquis de notre communauté.

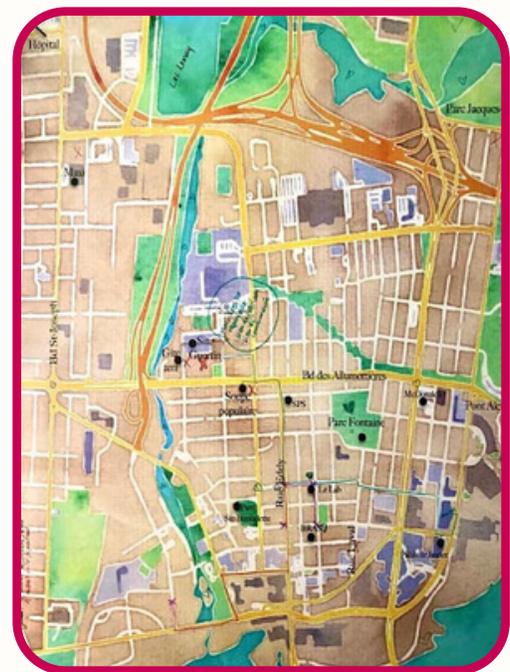
EN NOIR

Sentez-vous que nos valeurs sont les mêmes dans le reste du quartier? Quels sont vos espoirs par rapport aux attitudes et valeurs à développer pour un quartier plus inclusif? Quels sont les préjugés à déconstruire?

ciisc

Dans un premier temps, les racines de l'arbre ont permis de conceptualiser les **valeurs de la communauté**, de même que celles sur lesquelles elle devrait travailler. Les personnes participantes ont été amenées à inscrire les **acquis** de la communauté en termes de valeurs sur des cartons de couleurs différentes pour chaque équipe, puis les **enjeux** à améliorer ou à déconstruire sur des cartons blancs de formes différentes pour chaque équipe. Le support visuel suivant leur était fourni pour faciliter le déroulement de l'exercice.

Ensuite, le tronc de l'arbre a été construit à l'aide d'une carte de la ville du quartier. Cet exercice consistait en un exercice de **Mapping**, lequel a été expliqué plus en détails précédemment. Les personnes participantes ont été invitées à inscrire leurs **trajets habituels** dans le quartier à l'aide d'un crayon de couleur, de manière à déterminer les lieux les plus **significatifs** dans leur quotidien. Il leur a également été demandé d'indiquer les endroits **névralgiques** du quartier où les services les plus importants étaient situés, ainsi que ceux étant potentiellement **bénéfiques** à développer pour la communauté. À l'aide de codes de couleur, elles ont été invitées à catégoriser les lieux où elles se sentaient les plus en **sécurité** au sein de la ville et ceux qu'elles souhaitaient **éviter**. À l'aide de la prise de note, les échanges entre les participants et participantes ont permis de mieux comprendre pourquoi ces lieux ne favorisent pas leur sentiment de sécurité. Un support visuel leur était également fourni.



Enfin, le feuillage de l'arbre représentait les **besoins** plus spécifiques à considérer ainsi que des suggestions concernant la qualité des services offerts dans le quartier. À l'aide d'exemples tirés des milieux de vie des personnes participantes, des services et des lieux qu'elles côtoient, il leur était demandé d'identifier des éléments qui, s'il était amélioré, auraient des **retombées positives** sur leur vie au quotidien.



La cartographie de la ville est une stratégie de recherche participative qui permet de mettre au jour les aspirations des personnes participantes quant à leur communauté idéale et les atouts de celle-ci à l'heure actuelle.



Une fois les trois tables d'activité complétées, les personnes participantes ont été invitées à discuter de leurs observations en plus grand groupe à l'aide de l'activité **Tête, cœur, pieds, esprit**. Elles ont pu revenir sur les éléments sur lesquels elles pouvaient s'entendre. Cette dernière étape de l'activité a permis de tirer quelques constats et identifier des **pistes d'action** à mener.



3. RÉSULTATS DE RECHERCHE

Des cartons de différentes formes et couleurs ont été respectivement remis aux trois groupes de personnes ayant participé aux activités ainsi qu'aux intervenants et intervenantes ayant contribué à la construction de l'arbre. Cette méthode a permis de répertorier les **divergences et similitudes** des discours et sujets abordés d'un groupe à l'autre.

— *Les racines: Les valeurs acquises de la communauté*

Tout d'abord, l'exercice des racines qui souhaitait inciter les personnes participantes à faire connaître les **acquis** de leur communauté ainsi que les **valeurs** à travailler dans celle-ci a permis de mettre au jour diverses catégories de résultat. Le tiers des interventions ont mis de l'avant l'existence d'une **communauté d'entraide** (via des mots clés tels que la solidarité, l'inclusion et le sentiment de communauté), alors qu'environ une intervention sur cinq a référé à l'**ouverture d'esprit** (la tolérance, la diversité, l'innovation et l'accessibilité) et à l'**empathie** (l'amour, l'écoute, la bienveillance et le fait de prendre soin). Plusieurs personnes ont affirmé désirer un quartier beau, salubre et avec des espaces verts. Pour une personne, « notre malheur » était également un des éléments qui peut, d'une certaine façon, **unir la communauté**. Ces commentaires laissés de manière anonyme sur des bouts de papiers accolées aux racines de l'arbre ont démontré le **dynamisme et la culture de solidarité** du milieu communautaire.

— *Les racines: Les valeurs à travailler dans la communauté*

En ce qui a trait aux valeurs qui demeurent à développer ou à travailler au sein de la communauté, les personnes participantes en ont identifié trois catégories. Le quart des personnes ont affirmé qu'une **meilleure justice** est nécessaire, particulièrement en ce qui a trait à l'**humanité** du SPVG dans leurs interventions, certaines soulignant

leur sentiment d'**impuissance** à cet égard. En ce sens, la nécessité de remédier aux situations d'**harcèlement, d'abus de pouvoir, de profilage et d'intimidation** a été soulignée. Une intervention sur quatre soulignait la persistance de préjugés, de peur et de discriminations basées sur la pauvreté, la race, le handicap et la toxicomanie, notamment dans les interventions policières, mais aussi lors de certaines interventions psychosociales en milieu communautaire. Une personne a écrit à ce sujet :

« On appelle la police facilement : pas d'intervention sociale, pas d'inclusion sociale, pas de réconciliation, pas de plan d'intervention, pas de solution amenée ».

Une intervention sur cinq affirmait vouloir vivre dans une **société plus inclusive** et non indifférente, alors que, pour quelques personnes, des valeurs qui combattent les inégalités sociales, économiques et d'accès au logement demeurent à travailler (15%). Certains intervenants et intervenantes ont souligné la nécessité d'avoir un meilleur accès à des **ressources, du financement et une reconnaissance** des personnes œuvrant au sein des milieux communautaires.

— Le feuillage: Les besoins plus spécifiques

Enfin, les **besoins** s'étant avérés les plus importants pour près du quart des personnes participantes sont liés à l'atteinte ou au maintien de conditions de vie minimales, exempts de pauvreté. L'accès à un revenu suffisant et à des ressources alimentaires pour pouvoir vivre une **vie autonome** ont entre autres été identifiés. Une personne participante a d'ailleurs témoigné à ce sujet :

« On voudrait avoir plus d'argent du gouvernement (...) plus de prestations, puis moins de de critères, parce que souvent il y a des gens qui ont des troubles mentaux ou des maladies qui ne sont pas diagnostiquées, ils sont pas capables de travailler, mais vu que personne ne peut le prouver (...) ils ne peuvent pas vivre assez bien (...). Le bien-être social, ils donnent juste assez pour payer un appartement, puis à peine des fois tu ne peux même pas payer ton appartement. Je trouve que c'est bon qu'ils veulent encourager les gens à travailler d'une autre façon, mais souvent ces personnes-là qui peuvent pas travailler et ils se retrouvent à la rue avec peu d'argent au budget. »

Certaines personnes ont également témoigné de la **nécessité** d'avoir accès à davantage de **logements sociaux ou à prix modiques**, de même que d'améliorer les hébergements existants en itinérance. Une personne a témoigné à cet égard de sa propre situation :

« Moi, ça fait 1 an et demi que je suis dans un refuge à Ottawa, parce que y'a pas de place au Gîte Ami ».

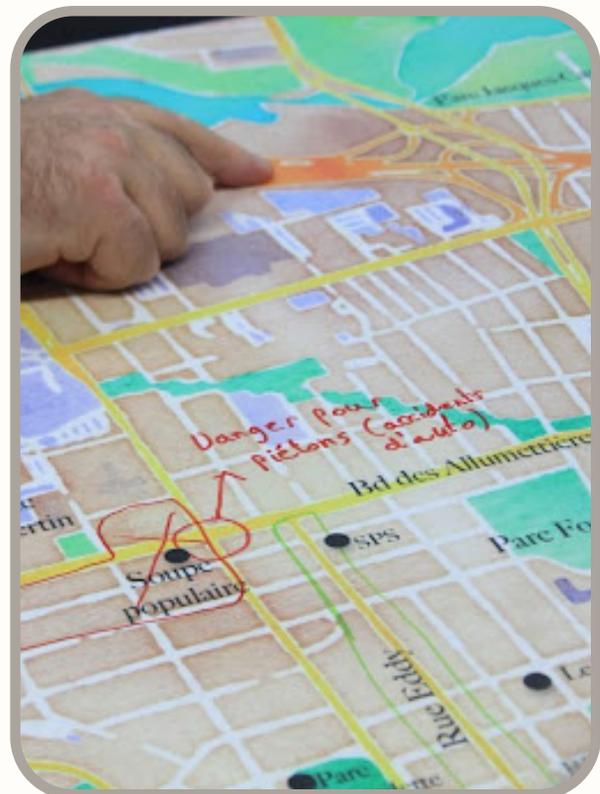
De même, des endroits dédiés aux **campeurs** ont également été proposés pour éviter les **démantèlements**, ainsi que des refuges où il y aurait moins de critères d'admission notamment axés sur les démarches.

Près d'une intervention sur cinq dans la partie de l'activité sondant les besoins actuels a mentionné le besoin d'un **meilleur sentiment de sécurité** dans la communauté, notamment en ce qui a trait la salubrité et les approches policières. D'une part, la nécessité de sécurité quant à la **salubrité des lieux** a été soulevées dans plusieurs lieux de la Ville, mais aussi dans les services communautaires. D'autre part, certaines personnes remettant en question le pouvoir des policiers et le sentiment d'insécurité auquel ils peuvent contribuer ont proposé de sortir de l'état policier pour adopter des approches d'interventions plus sociales, humaines, douces, bienveillantes, collaboratives et connectées à la réalité. Des **témoignages d'intimidation, d'interpellations policières injustifiées, violentes ou racistes, et d'abus physiques et verbaux** ont aussi été rapportés à quelques reprises. Certaines personnes ont aussi critiqué le fait que tellement d'argent soit donné au SPVG, sans qu'on puisse questionner ses actions. À cet égard, la nécessité de soutenir le mouvement **Black Lives Matter** a aussi été soulevée.

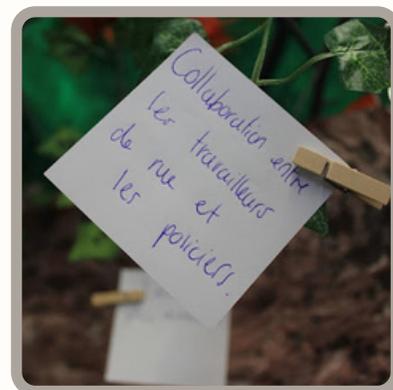
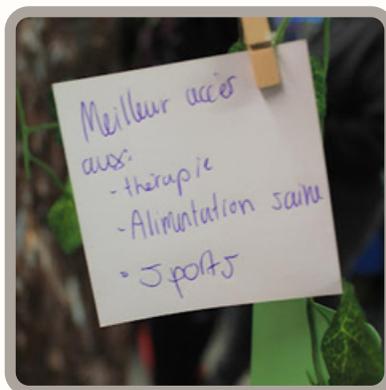
Parallèlement à cela, les **enjeux** mêlant présence policière et accès à des services en **réduction des méfaits** ont aussi été évoqués au sujet de l'installation potentielle du quartier général de police près des milieux communautaires :

« **Moi j'ai peur que si le quartier général est là, les gens ne vont pas vouloir aller au SPS [site de prévention des surdoses]. C'est pas le fait que c'est des policiers, mais ils sont intimidants.** »

Plusieurs personnes ont soulevé la nécessité qu'il y ait davantage de services de **prévention des surdoses** près des populations plus vulnérables. Certaines personnes ont témoigné avoir remarqué une augmentation de la consommation de substances et la nécessité qu'il y ait à nouveau un service de consommation supervisé à proximité des hébergements d'urgence, soit du **Gîte Ami** et de la **halte-chaud**. En ce sens, un cinquième des interventions soulignaient des besoins liés à des enjeux de santé, mentionnant qu'il devrait y avoir une diversité de services de santé gratuits et accessibles au sein des milieux communautaires, comme des **thérapies, de la réhabilitation ou des services de bien-être**. Des démarches médicales moins compliquées et des services encourageant la prévention des conditions de santé ont été proposées.



Enfin, d'autres besoins sont également revenus à quelques reprises : **l'accès à des loisirs, à des activités gratuites et à des services communautaires**, tels qu'un centre de jour, des toilettes et des douches publiques, des activités sportives et culturelles, et un jardin communautaire. Également, il a été proposé qu'il y ait des transports en commun plus complets, accessibles et gratuits. Des services spécifiques pour les femmes ont aussi été proposées, telle que des refuges d'urgence que pour les femmes, des cliniques de santé gratuites et du soutien en violence et abus, afin d'éviter qu'elles soient revictimisées.



— Le tronc: Exercice de mapping

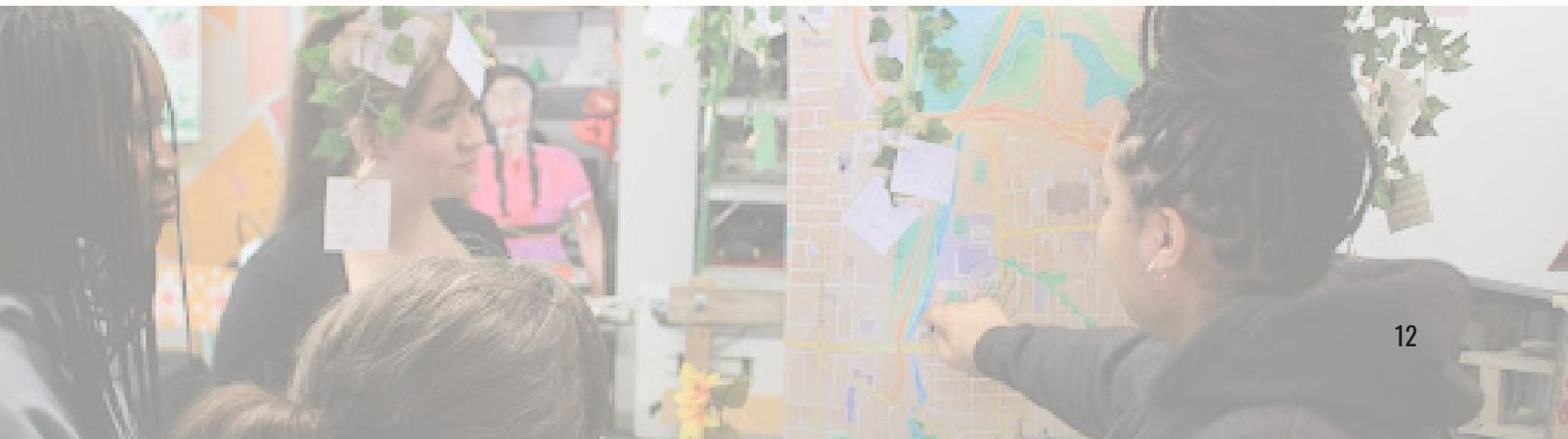
À la lumière du trajet quotidien que chaque personne participante a tracé dans le quartier via l'**exercice de mapping**, il a été possible de constater qu'elles fréquentaient régulièrement le quartier du Vieux-Hull et ses services communautaires, tels que les bureaux de **BRAS Outaouais, le Gîte Ami, la Soupe populaire de Hull, le LAB et le site de prévention des surdoses**. L'exercice de mapping a amené les groupes de personnes participantes à identifier certains lieux où elles se sentaient le moins en sécurité dans le quartier. Tous les groupes ont néanmoins identifié les lieux arborant les services communautaires, comme le Gîte Ami, la Soupe populaire de Hull et la halte-chaleur, comme étant là où ils ne se sentaient pas particulièrement en sécurité dans le quartier. Pour plusieurs d'entre eux, ils sont insalubres et déplaisants étant donné le sentiment de tension qui y règne. Ils ont également associé le **sentiment de la peur** à ces lieux et certaines personnes, notamment des femmes, ont partagé des violences et des abus qu'elles y avaient vécus. Certaines personnes ont souligné le **bris de confiance** avec la police qui, étant donné sa présence importante, force les personnes à prendre certains chemins dans le quartier pour éviter de vivre de la violence policière. Pour une personne :

« Le Gîte et les organismes doivent être plus sécuritaires, mais la police n'est pas une bonne approche pour ça. Il faut quelque chose de moins brutal, plus doux et collaboratif, car les personnes affectées ne sont pas mauvaises, elles ont juste besoin d'aide. »

L'intersection en face de la Soupe populaire de Hull a également été qualifiée comme dangereuse étant donné la **forte présence policière** et les nombreux accidents qui y ont lieu : certaines personnes participantes ont mentionné avoir vu plusieurs personnes se faire frapper par des voitures ou des autobus à cet endroit. Par ailleurs, la rue Laval, où se situe plusieurs restaurants et bars populaires du quartier, a été identifiée par les trois groupes comme étant un **endroit dangereux**. Certains lieux pourtant plutôt achalandés, comme le Maxi, les autobus, le boulevard Maisonneuve et certains parcs du quartier, ont également été identifiés comme dangereux par certaines personnes participantes.

Concernant les endroits où les personnes se sentaient davantage en **sécurité** dans le quartier, le LAB où a eu lieu la **recherche-action** a été identifié par les trois équipes comme étant un endroit sécuritaire. Également, deux groupes sur trois ont nommé la rue Eddy et les espaces verts près de l'eau comme étant des lieux où ils se sentaient davantage en sécurité. Les endroits les plus éclairés de la Ville ont été identifiés comme des lieux où les personnes se sentaient le plus en sécurité. À cet égard, elles ont proposé d'assurer un **meilleur éclairage** dans les lieux moins éclairés qui leur paraissaient plus dangereux.

Parmi les propositions d'éléments à intégrer au quartier pour qu'il devienne un meilleur endroit où vivre, deux groupes sur trois ont soulevé la nécessité de développer davantage de **lieux communautaires**, et ce, pour toute la communauté et non seulement pour les personnes sans-abri, tels que des **jardins communautaires** et des lieux où vivre de manière **abordable** sous forme de tiny house ou de **mini-villages écoresponsables**. En ce sens, certaines personnes ont nommé la nécessité de « **retrouver son humanité** », et d'autres qu'elles avaient parfois le sentiment qu'on voulait « nettoyer la ville » en tassant les gens par le biais du harcèlement policier. Également, deux groupes sur trois ont proposé de reconsidérer l'instauration d'un **site de prévention des surdoses** sur le site Robert-Guertin afin d'assurer d'avoir ce type service à proximité des personnes consommatrices et en situation d'itinérance. Ils ont également proposé de réfléchir à des lieux pour certaines personnes ne fréquentant pas le refuge d'urgence du quartier, tels qu'une halte-chaleur sur le site Guertin et un **emplacement désigné aux tentes** avec des intervenants sur les lieux.



4. FAITS SAILLANTS ET RECOMMANDATIONS

Ce rapport de recherche a permis de mettre au jour l'existence d'une **communauté de survie** où se cultivent des dynamiques d'entraide ainsi que les liens de solidarité des personnes fréquentant les milieux communautaires. Les liens unissant cette communauté dans le quartier seraient essentiels à la survie des personnes qui vivent de la **stigmatisation, des conditions de vie difficiles ainsi qu'un bris de confiance** envers les figures policières et, parfois même envers certaines figures œuvrant en intervention sociale. Il a en effet été soulevé que la police était souvent interpellée dans le cadre d'interventions communautaires qui mériteraient une meilleure **écoute sociale**. Les enjeux de **profilage social et racial** ont été soulevés comme contribuant au sentiment de peur des personnes marginalisées, ainsi qu'au sentiment qu'elles n'ont pas leur place dans la ville. Il a ainsi été proposé de promouvoir des **approches d'intervention plus collaboratives et connectées à la réalité des personnes**.

Plusieurs enjeux faisant référence aux conditions de vie inadéquates et insuffisantes des personnes fréquentant les ressources communautaires ont aussi été soulevés. On a notamment rappelé l'importance d'offrir un **revenu de base** suffisant pour vivre ainsi qu'un meilleur accès à des **logements sociaux**. L'importance de faciliter l'accès à des **services en santé**, et ce, gratuitement a également été soulevé. Entre autres, un site de prévention des surdoses (SPS) à proximité des ressources en itinérance a été proposé à plusieurs reprises par les personnes participantes. La **salubrité** des milieux communautaires était aussi un enjeu important soulevé par les personnes, ainsi que la nécessité qu'il y ait davantage de **ressources d'hébergements** et de **services dédiés aux femmes** spécifiquement.

Au-delà de services dédiés à la survie des personnes en situation d'itinérance, les résultats ont rappelé l'importance qu'il existe davantage de lieux de **mixité sociale**, inclusifs et proposant des **activités ludiques**, de nature communautaire et accessibles. Les personnes qui ont participé à l'activité mentionnait en ce sens que les solutions doivent venir d'un **public diversifié** et qu'il serait important de développer davantage de lieux de « fusion sociale » comme le **LAB** où il serait plus facile de s'exprimer pour faire « avancer » les choses. Pour la suite des choses, il a notamment été proposé de voir à **sonder davantage** l'opinion des personnes à même les services communautaires œuvrant en itinérance ou celles dormant dans des tentes, considérant qu'il pouvait s'avérer difficile pour plusieurs d'entre elles de se joindre à cette activité.

BIBLIOGRAPHIE

Amsden, J., & VanWynsberghe, R. (2005). Community mapping as a research tool with youth. *Action Research*, 3(4), 357-381. <https://doi.org/10.1177/1476750305058487>

Chesnay, C., Bellot, C. et Sylvestre, M.-E. (2014). Judiciarisation des personnes itinérantes à Québec : une géographie des pratiques policières répressives au service de la revitalisation, *EchoGéo*, 28, <https://doi.org/10.4000/echogeo.13826>

Cook, S., & Corbett, J. (2019). Understanding gendered geographies of street homelessness using participatory mapping (1). *Geomatica*, 76(4), 81-93. <https://doi.org/10.1139/geomat-2019-0012>

Collectif régional de lutte à l'itinérance en Outaouais. (2023). *Noir sur Blanc*.
Martini, N. (2021). Street Homelessness, Visibility and Recognition : Navigating the Dilemmas of Mapping Homeless Spatialities.

Morrisette, J. (2013). Recherche-action et recherche collaborative : Quel rapport aux savoirs et à la production de savoirs? *Nouvelles pratiques sociales*, 25(2), 35-49. <https://doi.org/10.7202/1020820ar>

Nault, G., Couture-Glassco, É., & Larose-Hébert, K. (2016). Le mal caché de la rue : Le poids de l'étiquette. *Reflets*, 22(1), 56-82. <https://doi.org/10.7202/1037163ar>

Ragan, D., Seymoar, N.-K., & Zirnhelt, A. (2009). Mapped! A youth community mapping toolkit for Vancouver. City of Vancouver and The International Centre for Sustainable Cities. https://youthrex.com/wp-content/uploads/2019/02/mapped_vancouver_final1.pdf

Sauvé, M., & Provencher, Y. (2019). Les stratégies de défense collective des droits au Québec : Discours et pratiques. *Service social*, 64(1), 30-46. <https://doi.org/10.7202/1055889ar>

*Merci à nos partenaires
communautaires et financiers!*

